

## Morts à Gaza, défaite d'Israël

PAR THOMAS CANTALOUBE  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 17 MAI 2018



Les soldats israéliens en position de tir face aux manifestants à l'intérieur de l'enclave de Gaza, lundi 14 mai 2018. © Reuters

C'est sans doute paradoxal, mais le massacre des manifestants désarmés à Gaza symbolise l'affaiblissement d'Israël face à une nouvelle génération de Palestiniens qui met en avant la non-violence, le boycott et la solution d'un État unique.

Plus de 60 morts et 2 400 blessés. L'atroce bilan du nombre de Gazaouis tués par l'armée israélienne en une dizaine d'heures s'est répercuté au travers de la planète comme une onde de choc. Et pas seulement parce qu'au même moment, les écrans de télévision étaient partagés entre ce froid massacre et la retransmission de l'inauguration de la nouvelle ambassade des États-Unis à Jérusalem, avec "Javanka" Trump et Benjamin Netanyahu en MC sanglants concentrés sur la perpétuation du thé dansant alors que leur navire percute un iceberg.

Ce n'est pas la première fois, et sans doute pas la dernière, qu'autant de Palestiniens sont abattus en une seule journée par les soldats israéliens (il suffit juste de remonter quatre ans en arrière pour dépasser un tel chiffre). Mais cette fois-ci, quelque chose a changé. Quelque chose de plus profond que l'émotion ressentie par les centaines de millions de personnes bouleversées par les images de ce lundi (dont, faut-il le préciser ?, énormément de juifs attachés à Israël ?). Quelque chose de plus profond que les habituelles condamnations et les sempiternels « appels à la retenue » des gouvernements étrangers. Quelque chose de plus profond qu'un énième accroc à la réputation d'Israël, de sa démocratie et de son armée.

Ce lundi qui aurait pu être un jour de manifestation comme un autre est devenu le symbole d'un basculement. Il a marqué la défaite d'Israël et du projet sioniste de Netanyahou et de ses alliés d'extrême droite face à un mouvement palestinien porté par une nouvelle génération engagée dans la non-violence et la lutte pour ses droits démocratiques et civiques. Toute ressemblance avec des personnes et des combats ayant existé, comme ceux de Martin Luther King ou de Nelson Mandela, n'est pas fortuite. Il y a quelque chose de cruel et de paradoxal à considérer que 60 morts (et des dizaines les semaines précédentes) représentent une victoire, mais c'est pourtant le sens des événements.

Le conflit israélo-palestinien nous avait habitués à des images de guerre (missiles tirés de part et d'autre), de guérilla urbaine (première et deuxième intifada), de terrorisme (attentats-suicides), et même de massacres (Sabra et Chatila, Jénine). Mais jamais à celles, répétées depuis fin mars, de jeunes gens partant à l'assaut d'une barrière dans un no man's land, sous le regard de leurs familles, avec rien d'autre que des cailloux, de la fumée de pneus brûlés et une détermination à mourir, considérant que leur vie dans l'enclave de Gaza vaut moins que l'exemple de leur assassinat.

En face d'eux, une des armées les plus puissantes et les mieux équipées au monde, qui obéit aux ordres et tire froidement sur des personnes désarmées, so-disant pour se défendre de l'invasion de son territoire. Difficile de ne pas songer aux **photos** des marches de Selma, aux clichés de la lutte anti-apartheid (*vidéo ci-dessus*), au Bloody Sunday, ou aux manifestations en Argentine, au Brésil ou au Chili contre les dictatures dans les années 1970 et 1980.

Un porte-parole de l'armée israélienne a **reconnu** avoir « échoué à minimiser le nombre de victimes palestiniennes » à Gaza lundi 14 mai, et que « le Hamas avait remporté la guerre des relations publiques par K.-O. ». Mais ce qu'il n'a pas reconnu, ou pas compris, c'est qu'il ne s'agit pas uniquement de « relations publiques », comme il le dit sans détour,

ni même de guerre d'images, même si celle-ci existe et compte, mais d'un basculement stratégique du côté palestinien.

Yasser Arafat était l'incarnation de la lutte armée, son successeur Mahmoud Abbas est passé du keffieh au costume trois-pièces en acceptant toutes les compromissions, le Hamas s'est taillé une place par la violence terroriste : il était facile pour les gouvernements israéliens successifs de délégitimer ces acteurs et d'adopter une position morale supérieure, maniant tour à tour victimisation et auto-défense musclée. Mais face à des manifestants pour l'essentiel non-violents, face à des activistes qui promeuvent un boycott économique et culturel, face à des jeunes Palestiniens qui réclament de bénéficier des mêmes droits que les juifs, Israël est désormais perdant. Car ses gouvernants actuels, qui dominent idéologiquement la vie politique depuis plus de vingt ans, n'ont pour seule réponse que la brutalité, le racisme et les barrières physiques et légales de toutes sortes.

La non-violence, ou la résistance passive, a toujours été une composante de la lutte des Palestiniens, mais elle a souvent été masquée par les actions violentes, plus spectaculaires. Aujourd'hui, elle semble en passe de reprendre le devant de la scène, grâce à une nouvelle génération qui a entrepris de mener le combat différemment. Les manifestations récurrentes à Gaza depuis un mois et demi ont émergé de la jeunesse gazaouie, certes politisée, mais pas affiliée au Hamas. L'organisation, qui fait toujours figure d'épouvantail bien commode, laisse faire. Elle n'a tiré aucune roquette, n'a pas commis d'attentat. On peut certes condamner son appui à l'envoi de jeunes Gazaouis au suicide contre les balles israéliennes, mais on ne peut pas lui reprocher de jouer la carte de la manifestation désarmée.

Le mot d'ordre des manifestants de Gaza est simple : « le droit au retour ». Au retour des expulsés de la **Nakba** de 1948, mais aussi au retour des Gazaouis dans le reste du monde, dans l'humanité dont ils sont privés en étant cloîtrés contre leur gré dans une enclave de 365 km<sup>2</sup> depuis plus de dix ans.

Comment lutter contre des jeunes qui demandent à pouvoir étudier à l'étranger, à revoir leur famille en Cisjordanie, à bénéficier de la 3G sur leur territoire, à ne pas dépendre de l'aide alimentaire des ONG parce qu'ils subissent un blocus alors qu'ils ont les moyens de s'approvisionner ? Les dirigeants d'Israël ont choisi de répondre à balles réelles à ces demandes. Ils se les tirent également dans le pied. Quelle sera la prochaine étape ? Un missile sur une colonne de porteurs de banderoles ? L'assassinat préventif de tout jeune Palestinien entre 15 et 25 ans susceptible de grimper sur une barricade ?

### **Les seuls à ne pas réaliser ce grand bouleversement du rapport de force sont les gouvernants**

Israël a peur. Parce que le pays a perdu la supériorité morale qui découlait du martyre des juifs et du difficile combat pour son existence durant les premières décennies de sa création. Parce que le pays est de plus en plus perçu à l'étranger comme une menace et un État voyou (voir les résultats édifiants du **sondage** commandé par l'Union des étudiants juifs de France). Parce que le mot apartheid associé aux politiques de Tel-Aviv n'est plus l'apanage des gauchistes pro-palestiniens et qu'il est désormais employé par nombre d'universitaires, artistes ou personnalités politiques. Parce que, quand Ahed Tamimi est condamnée à huit mois de prison pour avoir giflé un soldat israélien, rejoignant ainsi 200 autres mineurs palestiniens détenus, nul n'est capable de justifier une telle sentence alors que des Israéliens échappent constamment à la justice pour des délits similaires et souvent plus graves.

Israël a peur. Peur du mouvement BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) qui mobilise de manière croissante, même si son impact économique demeure faible. Comme l'expliquait la politologue israélienne Dahlia Scheindlin **récemment**, « *c'est moins le boycott lui-même qui représente une menace existentielle que les demandes qui y sont associées et qui les promeuvent* », c'est-à-dire la jeunesse internationale, appuyée par une intelligentsia proche des valeurs autrefois associées à Israël de respect des

droits humains et d'ouverture sur le monde. Quand Natalie Portman **refuse** de monter sur une estrade à côté de Netanyahou pour recevoir un prix de la communauté juive, c'est que votre cause se nécrose.

Même la victoire d'une chanteuse israélienne à l'Eurovision **se transforme** rapidement de fierté en crainte. La prochaine édition de ce télé-crochet à échelle mondiale devra se tenir en 2019 à Jérusalem, offrant ainsi pendant l'année qui vient un formidable mégaphone aux militants du mouvement BDS, où les musiciens sont en pointe, qui ne vont pas se priver d'une telle caisse de résonance symbolique, comparable au **mouvement anti-Sun City** des années 1980.



Les soldats israéliens en position de tir face aux manifestants à l'intérieur de l'enclave de Gaza, lundi 14 mai 2018. © Reuters

Israël a peur parce que de plus en plus de Palestiniens abandonnent l'idée de la « *solution à deux États* » afin de prendre les Israéliens à leur propre jeu, en réclamant de devenir des citoyens de pleins droits dans un **État unique**, précipitant la confrontation tant redoutée, le piège qu'Israël s'est tendu à lui-même, entre judéité et démocratie. Israël a peur parce qu'en dépit de la rhétorique alarmiste de ses gouvernants, son existence n'est plus sérieusement menacée, mais que tout le reste de ses fondations l'est : l'État de droit, les libertés publiques, son armée désormais teintée d'inhumanité et de lâcheté, pour reprendre le **terme** de la journaliste israélienne Amira Hass.

Les seuls à ne pas réaliser ce grand bouleversement du rapport de force sont les gouvernants : israéliens, palestiniens, américains, arabes et européens. Le **communiqué** du ministre des affaires étrangères français, après l'hécatombe de Gaza, reprenait doctement ce que les diplomates du Quai d'Orsay appellent eux-mêmes d'un air moqueur « *le catéchisme* », à savoir l'insistance sur la négociation

en vue d'une solution à « *deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité* », dans le respect d'un droit international maintes fois bafoué. Les États-Unis de Trump ont perdu leur rôle de médiateur en devenant les porteurs d'eau du Likoud israélien.

Quant aux monarches arabes, les citoyens palestiniens ne les intéressent plus guère, surtout pas quand ils prennent leur combat entre leurs propres mains, cessant de se reposer sur des institutions discréditées, au premier rang desquelles figure l'Autorité palestinienne. L'insistance du Fatah de Mahmoud Abbas à maintenir la coopération sécuritaire avec Israël, faisant de celui-ci le garde-chiourme de l'occupation, n'est plus compréhensible pour la jeunesse palestinienne qui a vu les promesses d'Oslo réduites à néant sans obtenir de contrepartie.

« *La population palestinienne est en avance sur son leadership* », estime la politologue américaine **Virginia Tilley**. « *Nous assistons à un changement de paradigme extraordinaire.* » Il ne s'agit pas de chausser des lunettes roses, mais de comprendre la réalité de ce qui se passe désormais en Israël et en Palestine. Une réalité qui n'est plus celle d'il y a vingt ans. La réalité d'une nouvelle génération, d'une nouvelle époque.

David Ben Gourion, l'un des fondateurs d'Israël, pensait que les enfants des Palestiniens expulsés lors de la Nakba oublierait vite que leurs aïeuls avaient vécu sur la terre désormais occupée par les Israéliens, ne percevant pas l'ironie de cette idée au moment où les juifs réclamaient leur droit de propriété deux mille ans plus tard. Le combat des Palestiniens pour vivre sur le sol de leurs ancêtres, en bénéficiant des mêmes droits que leurs voisins, n'est pas près de disparaître. Mais il a désormais pris une nouvelle forme, en phase avec un monde interconnecté qui rejette les guerres et l'idéologie aveugle.

Israël ne l'a pas compris, ne veut pas le comprendre, et s'élance donc sur la voie de la défaite, qui est aujourd'hui morale, et qui finira un jour par être géographique ou démographique, si son armée continue à assassiner des manifestants désarmés.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.